

Brochure n° 3174

**Conventions collectives nationales**

**INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE**

IDCC : 716. – **Employés et ouvriers de la distribution de films**

IDCC : 892. – **Cadres et agents de maîtrise  
de la distribution de films**

**(4<sup>e</sup> édition. – Février 2003)**

---

**ACCORD DU 28 AVRIL 2005**

**RELATIF AUX SALAIRES 2005**

**(EMPLOYÉS ET OUVRIERS)**

NOR : *ASET0650091M*

IDCC : 716

Entre :

La fédération nationale des distributeurs de films,

D'une part, et

La fédération des travailleurs de l'information, du livre, de l'audiovisuel  
et de la culture CFDT ;

La fédération des syndicats des arts, spectacles, presse, audiovisuel  
et communication FO ;

La fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel  
et de l'action culturelle CGT ;

La fédération française des syndicats de la communication écrite,  
graphique et audiovisuelle CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent accord est conclu conformément à la loi n° 50-205 du  
11 février 1950 dans le cadre des directives données par le gouvernement.

## **Article 2**

Il est valable pour l'ensemble du territoire français et applicable à toutes personnes ou entreprises régulièrement adhérentes ou qui adhèreraient à une organisation signataire soit directement, soit par l'intermédiaire d'une organisation affiliée à l'une des organisations signataires.

## **Article 3**

La liste des coefficients de salaires et le barème des salaires minima pour 151,67 heures, annexés à la convention collective des employés et ouvriers de la distribution des films de l'industrie cinématographique du 30 juin 1973 intervenue entre les organisations signataires du présent accord et modifiée le 1<sup>er</sup> avril 2004, sont remplacés par la liste des coefficients de salaires et par les barèmes qui fixent les salaires minima au 1<sup>er</sup> mai et au 1<sup>er</sup> décembre 2005.

La seule obligation résultant, sur ce point, du présent accord est que la rétribution de chaque salarié, employé et ouvrier, toutes primes comprises, à l'exception des primes ayant le caractère de remboursement de frais, soit au moins égale au salaire minimum résultant de la qualification du salarié.

## **Article 4**

Tout salarié doit avoir touché à partir du 1<sup>er</sup> mai 2005 un salaire au moins égal à son salaire réel au 1<sup>er</sup> octobre 2004, augmenté de 1,00 %.

Tout salarié doit avoir touché à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2005 un salaire au moins égal à son salaire réel au 1<sup>er</sup> mai 2005, augmenté de 0,80 %.

## **Article 5**

### *A. – Au 1<sup>er</sup> mai 2005*

Tout salarié effectuant 151,67 heures de travail par mois doit toucher un salaire brut mensuel au moins égal, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2005, à :

- a) 1 195,23 € pour les salariés des entreprises ayant réduit leur horaire de travail à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1999 ;
- b) 1 202,04 € pour les salariés des entreprises ayant réduit leur horaire de travail à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2000 ;
- c) 1 206,09 € pour les salariés des entreprises ayant réduit leur horaire de travail à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2001 ;
- d) 1 206,98 € pour les salariés des entreprises ayant réduit leur horaire de travail à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 ;
- e) 1 209,34 € pour les salariés des entreprises ayant réduit leur horaire de travail à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2002.

### *B. – Au 1<sup>er</sup> décembre 2005*

Tout salarié effectuant 151,67 heures de travail par mois doit toucher un salaire brut mensuel au moins égal, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2005, à :

- a) 1 204,79 € pour les salariés des entreprises ayant réduit leur horaire de travail à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1999 ;

b) 1 211,65 € pour les salariés des entreprises ayant réduit leur horaire de travail à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2000 ;

c) 1 215,73 € pour les salariés des entreprises ayant réduit leur horaire de travail à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2001 ;

d) 1 216,63 € pour les salariés des entreprises ayant réduit leur horaire de travail à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 ;

e) 1 219,01 € pour les salariés des entreprises ayant réduit leur horaire de travail à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2002.

## **Article 6**

En cas de contestation concernant l'application du présent accord et de ses annexes, les litiges seront, dans un délai de huitaine, examinés en commun par les parties signataires.

## **Article 7**

Le texte du présent accord et de ses annexes sera déposé aux directions départementales du travail et de l'emploi, conformément aux articles L. 132-8 et R. 132-1 du code du travail.

Il en sera signé un certain nombre d'exemplaires pour que chaque organisation adhérente aux organisations signataires puisse faire le nécessaire, chacune en ce qui la concerne.

## **Article 8**

Conformément à l'article L. 132-9 du code du travail, tout syndicat professionnel qui n'est pas partie au présent accord pourra y adhérer ultérieurement.

Cette adhésion sera valable à partir du jour qui suivra celui de la notification de l'adhésion aux directions départementales du travail et de l'emploi où le dépôt aura été effectué.

## **Article 9**

Les parties conviennent de se rencontrer si, pendant l'application du présent accord, l'indice général des prix connaît une évolution substantielle.

Fait à Paris, le 28 avril 2005.

(Suivent les signatures.)

# ANNEXE

## Barème des salaires minima employés

(En euros.)

QUALIFICATION	COEFFICIENT hiérarchique de salaire	AU 1 <sup>er</sup> octobre 2004	AU 1 <sup>er</sup> mai 2005	AU 1 <sup>er</sup> décembre 2005
Agent de nettoyage Agent de sécurité - sûreté	100	962	972	979
Employé des services généraux	110	1 058	1 069	1 077
Vérificateur débutant Manutentionnaire stockiste	112	1 077	1 088	1 096
Employé de comptabilité Chauffeur - chauffeur-livreur Hôte(sse)-standardiste Vérificateur, niveau I	116	1 116	1 127	1 136
Aide-comptable Aide-programmateur Vérificateur, niveau II	118	1 135	1 146	1 156
Agent administratif, niveau I Assistant publicité Vérificateur-récupérateur, niveau III	122	1 173	1 185	1 194

QUALIFICATION	COEFFICIENT hiérarchique de salaire	AU 1 <sup>er</sup> octobre 2004	AU 1 <sup>er</sup> mai 2005	AU 1 <sup>er</sup> décembre 2005
Comptable, niveau I Secrétaire, niveau I Assistant RH, niveau I Assistant d'attaché de presse Assistant marketing, niveau I	125	1 201	1 213	1 223
Secrétaire, niveau II	128	1 232	1 244	1 254
Opérateur projectionniste	Se référer aux accords de salaires de l'exploitation			
Les majorations pour connaissance de langues étrangères, attribuées dans les conditions définies par la décision du 1 <sup>er</sup> juillet 1947, seront calculées comme suit par mois :				
Traducteur .....		1 <sup>er</sup> octobre 2004	1 <sup>er</sup> mai 2005	1 <sup>er</sup> décembre 2005
		159	161	162
Sténographe .....		177	179	180
Rédacteur .....		200	202	204